LA GAUCHE EUROPÉENNE

Si, à l'échelle nationale, les expressions " gauche " et " droite " ne définissent que très schématiquement les forces politiques en présence au sein d'une nation, à l'échelle européenne, c'est encore pire. En l'occurence, l'imprécision terminologique se double d'un nouvel élément d'incertitude, le cadre politique européen n'étant pas encore défini.

Actuellement, le seul organisme supranational européen nous permettant d'évaluer le poids des différentes forces politiques en présence est le Parlement européen. L'organe parlementaire de la Communauté européenne fut élu au suffrage universel en 1979 et 1984 et, depuis que l'Espagne et le Portugal en font partie, il compte 84 nouveaux députés élus par les parlements espagnol et portugais.

Si nous jetons un coup d'œil sur les groupes composant le Parlement européen, nous constatons que les socialistes, avec 172 députés, sont les plus nombreux. Les suivent les démocrates-chrétiens avec 118 députés, les conservateurs avec 63 et les communistes avec 46. Parmi les groupes parlementaires dont le nombre de députés est inférieur, on trouve les libéraux en comptant 42, les gaullistes et apparentés 34, les écologistes et apparentés 20 et l'extrême droite 16. Un total de 518 députés, si l'on tient compte des 7 non inscrits.

Bien que les socialistes soient numériquement supérieurs au Parlement européen, la gauche n'est pas majoritaire à l'organe parlementaire de l'Europe des Douze. Socialistes, communistes, écologistes et apparentés comptent ensemble 238 députés, nombre très inférieur aux 260 nécessaires pour atteindre la majorité absolue. Le centre et la droite, en revanche, sont majoritaires au Parlement européen, encore que pour l'être, ils doivent s'allier à des forces politiques souvent contradictoires, allant des démocrates-chrétiens et libéraux jusqu'à l'extrême droite, en passant par les conservateurs, gaullistes et apparentés.

Si nous devions tenir compte de ces classifications quelque peu génériques, nous pourrions dire que l'Europe des Douze est majoritairement de centre-droit, quoique la gauche ait une influence considérable, influence que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE n'a fait que renforcer, sans toutefois rompre l'équilibre préexistant, favorable au centre et à la droite.

Le fait significatif, c'est que dans cette Europe majoritairement conservatrice on ne prévoit pas de grands changements politiques. Laissant de côté l'alternance au pouvoir qui a caractérisé plusieurs pays de la Communauté, ou le rôle joué par la gauche dans le domaine de la modernisation de certains pays fraîchement sortis de la dictature (la Grèce, le Portugal, l'Espagne), l'élément prédominant dans l'Europe d'aujourd'hui, c'est la stabilité. Et ceci, curieusement, n'est pas dû à l'absence de problèmes ou au fait que tout va pour le mieux, sinon, plutôt, à l'absence d'alternatives solides.

La gauche européenne est encore paralysée par les vieilles divisions historiques entre socialistes et communistes, auxquelles est venu s'ajouter le désarroi causé par l'apparition de forces nouvelles telles que les écologistes. Mais il est possible que ce qui détermine encore davantage la faible crédibilité actuelle de la gauche européenne, ce soit le manque de réponse convaincante à trois des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés : la crise économique, la course aux armements et les récentes catastrophes écologiques.

Dans le domaine économique, à la suite de l'échec des socialistes français, toute velléité de nationalisation a été abandonnée. Mais, une fois mis à l'écart ce qui semblait être le patrimoine traditionnel de la doctrine économique de la gauche, il n'est pas resté grand-chose. Actuellement, la plupart des forces de gauche européennes, particulièrement lorsqu'elles sont au pouvoir, souscrivent, en la nuançant, à la même politique économique que celle appliquée par le centre-droit. L'accent, de toutes façons, est mis sur la nuance et, en conséquence, sont durement critiquées les politiques les plus conservatrices, comme celles appliquées par Margaret Thatcher ou Jacques Chirac, dans la mesure où elles mettent en péril les acquisitions des travailleurs.

En matière de défense et d'armements, les dirigeants européens, et pas uniquement ceux de gauche, ont souvent préféré cacher la réalité des faits. Ainsi, on a laissé croire que l'installation des euromissiles s'était faite à la suite de l'intérêt manifesté par les Etats-Unis et de la pression exercée par eux, et non à la demande des gouvernements européens eux-mêmes. L'angoisse des dirigeants européens, lors du récent sommet de Reykjavik, lorsque le président Reagan accepta de retirer les euromissiles et de considérablement réduire les missiles stratégiques, mit en évidence cette réalité. Les Etats-Unis avaient cessé d'être les méchants qui envahissent l'Europe de leurs engins atomiques. Il fallait faire face à l'éventualité de se retrouver privés de la protection atomique nord-américaine.

La gauche européenne traverse une situation particulièrement incommode et, face à ce problème mal posé, elle manque d'alternatives claires. En dépit des possibilités d'accord en matière de désarmement, la menace soviétique pesant sur l'Europe est, en fait, réelle. Si l'on ne part de cette base ni n'explique le problème de cette façon, les solutions " pacifistes " conduisent au désarmement unilatéral et à une situation de déséquilibre entre les deux blocs. La gauche n'a pas résolu ce problème et n'a pas de solutions convaincantes à offrir face à la course aux armements qui ne cesse d'augmenter et à laquelle les électeurs européens sont très sensibles. D'autre part, et à la différence de la droite, la gauche est " menacée ", au moment des élections, par les verts, partisans de solutions de choc, ce qui diminue encore davantage sa marge de manœuvre.

Dans le même ordre d'idée, signalons le problème de l'environnement auquel les électeurs sont chaque jour plus sensibles. Les récentes catastrophes écologiques de Tchernobyl et du Rhin n'ont fait qu'augmenter la sensation qu'il est urgent de trouver des mesures efficaces pour protéger la nature, et la propre vie humaine, contre l'industrialisation non contrôlée.

À toutes ces questions, la gauche européenne n'a pas encore donné de réponse convaincante. En général, elle oscille entre des positions favorables au maintien du *statu quo*, lorsqu'il s'agit de capter des votes du centre, et des positions plus radicales, empruntées aux verts, lorsqu'il est question de rivaliser avec ces derniers sur le plan écologique. Attitudes contradictoires, marquées par la conjoncture électorale et se traduisant par une perte de crédibilité.

Dans un tel cadre, parler de l' " eurogauche " équivaut plutôt à parler de problèmes communs que d'alternatives communes à échelle européenne.

AUGUST PUNCERNAU JOURNALISTE